

Désormais c'est validé, le candidat de la droite affiche ses prétentions : si la France va mal, c'est à cause de ses fonctionnaires, des retraites, de la sécu et du temps de travail !

A l'en croire, les françaises et les français en ont marre de ces 5,5 millions de femmes et d'hommes qui vivent au crochet de la société et en plus qui ne travaillent pas assez et qui rêvent de partir à la retraite plus tôt que prévu !

500 000... Qui dit mieux ?

Et que dire de toutes ces femmes et ces hommes qui profitent d'un système de santé qui se permet de rembourser les actes médicaux pour une grippe ou pour un rien... Qui sont ces gens irresponsables qui profitent, alors que notre pays est en quasi faillite ? !!!

La solution elle est connue et ce candidat est fier de pouvoir dire que les françaises et français attendent de lui un véritable redressement :

Fini la sécu !

Toutes et tous choisissez l'assurance privée pour vous soigner.

Fini les services publics !

Supprimons 500 000 fonctionnaires inutiles, externalisons

leurs missions ou supprimons les carrément (école ? Hôpitaux ? Impôts ? etc ..)

Fini le départ à 62 ans !

Ce n'était pas assez long ! Maintenant tout le monde reste au boulot jusqu'à 65 ans ! Comme cela les chômeuses et chômeurs attendront avant de pouvoir espérer retrouver du travail et les jeunes alors eux, on verra plus tard ?

Fini la solidarité !

Aidons les riches !! Un peu plus de baisse de la fiscalité des entreprises (déjà le peu qu'elles payent c'est trop !) Supprimons l'impôt de solidarité sur la fortune, il spolie celles et ceux qui font travailler les pauvres pour s'enrichir !

Fini la cohésion sociale !

Ces propositions outrancières visent à détruire en réalité une seule chose : la cohésion sociale.

Quel cauchemar !

Ce matador du service public propose donc, pour réduire la dépense publique, de faire encore mieux que son mentor Sarkozy qui en son temps avait supprimé 150 000 fonctionnaires en cinq ans.

Rappelons nous du résultat à l'époque : une fragilisation des missions de service public, un secteur hospitalier dégradé,

des missions fondamentales de l'état non assurées, une principale victime : la population socialement fragilisée.

Mais d'où sortent ces propos sur l'inutilité d'autant de travailleuses et de travailleurs ?

Peut-on dire aujourd'hui...

que dans l'éducation nationale il y a trop de personnels pour encadrer des élèves au nombre toujours croissant ?

Peut-on dire aujourd'hui...

que nos services de santé fonctionnent correctement et répondent aux réels besoins de nos concitoyen-nes ?

N'y a t'il pas besoin...

de lutter contre la fraude fiscale qui chaque jour s'accroît (60 à 80 milliards par an) ?

N'y a t'il pas besoin...

d'aides sociales pour les familles de plus en plus nombreuses en grande difficulté ? La protection alimentaire n'est donc pas un souci aujourd'hui ? Il n'y a pas de problèmes avec la maintenance des centrales nucléaires ?



Et la liste pourrait s'allonger des disfonctionnements dus à des décennies de politique libérale qui tourne le dos aux solidarités indispensables dans un pays qui n'a jamais été aussi inégalitaire.

Solidaires FP ne peut imaginer un tel scénario ! S'attaquer à leur temps de travail en leur proposant de travailler 39h c'est méconnaître la réalité des services.

En réalité, la plupart des agent-es font déjà plus de 35h par semaine. Dans l'Hospitalière et à l'État, nombre de CET sont pleins à craquer, des heures supplémentaires non payées sont pléthores.

32 heures pour travailler toutes et tous !

A la Territoriale, les rythmes différents sont dus aux organisations de travail et à la précarité des embauches faites par les employeurs !

Les agents-es de la fonction publique doivent se mobiliser et ne pas accepter sans broncher un tel dénigrement de leur utilité.

Il est temps...

de rappeler notre revendication d'un temps de travail ramené à **32 heures** afin de lutter contre le chômage et de créer des emplois dans la fonction publique afin de permettre aux jeunes, par la voie des concours d'entrer dans la fonction publique.

Il est temps...

de dire que les services publics non soumis au secteur concurrentiel sont nécessaires au bien commun. La fonction publique assure une grande partie d'entre eux.

La Fonction Publique, les services publics, sont une richesse pour le pays !

Ils répondent à de réels besoins auxquels il s'agit de répondre.

Ce 29 novembre, nous disons à la ministre de la fonction publique qu'elle doit répondre aux attentes réelles des personnels, maintes fois exprimées.

Mais évidemment la situation politique qui se profile commande que les agent-es de la fonction publique se préparent à agir pour défendre ensemble un modèle de société basé sur la solidarité et non sur l'exclusion.

A nous, toutes et tous, ensemble de faire entendre une autre voix ! De montrer une autre voie !

L'avenir de notre pays ne passera pas par la régression sociale !

NOUS JOINDRE

✉ **Solidaires Fonction Publique**
144, Boulevard de la Villette
75019 - PARIS

☎ **01 58 39 30 20**

@ **contactfp@solidaires.org**

Dans cette période si troublée, les agents de la fonction publique ne doivent pas rester silencieux !

Les agents publics ont des revendications légitimes qui doivent trouver une réponse positive :

- défense du statut général de la fonction publique qui, en assurant l'indépendance des fonctionnaires, garantit un traitement égal des usagers. A cet égard, le CPA (compte personnel d'activité), ensemble de droits attachés à la personne, constitue une brèche au statut. Il a de surcroît pour objectif d'instaurer une mobilité public-privé.

- résorption de la précarité dans la fonction publique (20 % de contractuels dans la fonction publique, soit près de un million d'agents publics).

- créations d'emplois de fonctionnaires titulaires.

- respect des 35h, arrêt de la flexibilisation.

- pour les 32h dans la fonction publique.

- réelle revalorisation des rémunérations, avec intégration des primes dans le traitement.
Le point d'indice est passé de 4,63 € à 4,65€ au 1^{er} juillet 2016 puis à 4,68€ au 1^{er} février 2017, soit + 1,2%, après six ans de gel. Cette mesure électoraliste ne peut faire oublier 18% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000.

- égalité de traitement des agents publics

- mise en oeuvre de mesures assurant l'égalité femmes / hommes, réduction des écarts entre catégories et harmonisation par le haut des rémunération et règles de gestion entre versants de la fonction publique.

- amélioration des conditions de travail

- pour une mobilité choisie, avec une formation professionnelle continue qui réponde aux besoins des agents.

Les agents publics souffrent de restructurations incessantes qui ont pour seul but de suivre la réduction de la dépense publique, et ont pour résultat l'affaiblissement et la déshumanisation du service public, la désorganisation des missions, et la mobilité forcée des agents publics.

Au delà du 29 novembre, les agents de la Fonction Publique ont le devoir d'agir ensemble dans l'unité syndicale pour une société plus juste, plus solidaires et plus humaine.